

Courrier des lecteurs – Letters to the Editor April 2021

« Chers tous, merci de nous consulter sur ce point très important, l'initiative du 6 mai. Je suis comme pas mal d'entre nous très préoccupée par tout cela; peut-être plus encore parce que précisément mon travail à la Commission c'est de scruter les évolutions du monde du travail et notamment les effets de la digitalisation (assez invariablement les risques sont individualisme renforcé, perte de sens, isolement social et sociétal, et effectivement des risques lourds sur les droits collectifs)

Sur le fond je suis tout à fait d'accord sur la démarche. je pense en effet qu'il faut assez urgemment secouer le personnel. Une année d'"isolement" nous a fait nécessairement perdre de vue pas mal de choses individuellement. Et en toute situation de crise, le repli sur soi et ses intérêts personnels est quelque-chose de tout à fait normal – mais nous devons en conscients et rester en maîtrise de notre destin. Je crois que c'est en partie aussi ce qui peut expliquer les résultats un peu hallucinants de ces Pulse surveys un peu malhonnêtes...

Je proposerai juste peut être d'être un poil plus engagés dans le changement (inéluçtable) tout en dénoncer tout à fait fermement le caractère justement malhonnête, ignorant de la démocratie interne et brutal de la démarche actuelle.

J'aimerais aussi peut être que l'on réfléchisse à ce que l'on pourrait perdre collectivement en tant que service public européen. C'est pourquoi j'aimerais personnellement que ces mots soient présents. Au moment où les gens ont le nez sur leur guidon à la maison, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que nous sommes ensemble embarqués sur un gros et important bateau. Et qu'il est difficile d'être ensemble, en engagés ensemble, entre le stress de venir une fois par semaine au bureau en hotsdesking et le confort du home office quand même très très 'loin du monde' et de sa diversité. J'ai pas forcément envie d'être grandiloquente, mais bon on ne fait pas du micro tasking à la Commission. On fait des politiques publiques et on doit se protéger de toute tentation de justement en faire du micro tasking insipide et dangereux pour la mission même de l'institution. Je mets en annexe à toutes fins utiles quelques suggestions
Solidairement »

« Je suis d'accord avec l'action relative aux conditions de travail actuelles et au télétravail. Mais j'aimerais y ajouter les réflexions suivantes :

□ nous ne sommes pas seulement dans un tournant de politique de la Commission, mais dans un tournant de société. Tous les dirigeants du monde ont dû décider de fonctionner à un moment ou l'autre en mode de télétravail, et ce qui était il y a 1 an ½ encore vu comme un pis-aller, une concession généreuse pour permettre à certains employés un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée (avec encore beaucoup de méfiance de certaines hiérarchies), est devenu maintenant un paradigme universel, une panacée, une solution miracle. Il s'agit d'une lame de fond mondiale, dans laquelle la Commission s'inscrit ;

□ la Commission a de tous temps prôné la valeur de la personne. Dans le cas présent, il n'est à aucun moment question du bien-être au travail, du bien-être des travailleurs, mais de mesures d'économie plus ou moins mal motivées, absolument pas réfléchies et prises en temps de crise

(donc, au mauvais moment). Il n'y a pas de recul suffisant, ni d'études suffisamment nombreuses et étoffées pour étudier les conséquences d'un télétravail prolongé – conséquences dans la vie des gens, mais aussi au niveau de l'efficacité professionnelle – qui puisse permettre de prendre de la hauteur et des décisions mûrement réfléchies ;

□ l'Europe a toujours voulu se mettre au-dessus de la masse, défendre ses valeurs humanistes et résister quand cela était nécessaire. Il est temps plus que jamais de donner l'exemple d'un renouveau d'humanité en des temps difficiles où le sanitaire et le tout-à-l'économie nous font perdre toute valeur de la dignité humaine, des besoins fondamentaux des gens.

J'ajouterais ingénument que si la Commission VDL, déjà fragilisée par un « sofatage » très maladroitement géré par la Commission, ne veut pas encore abîmer son image en mettant le personnel dans la rue, il est temps qu'elle se ressaisisse et pense global au lieu de prérogatives des « petits chefs », et qu'elle ait un peu de considération pour son personnel, par des actes et non par des mots. »

« Bonjour, Je soutiens les points soulevés par votre initiative du 6 mai. Je suis très inquiète quant à l'avenir des institutions avec une généralisation du télétravail et qui plus est la demande grandissante de l'autorisation permanente à télétravailler depuis l'étranger. Bien à vous »

« Bonjour, Je confirme que la démarche telle que présentée ci-dessous relative à l'action du 6 mai. Cette démarche fait sens selon moi et que je la soutiens pleinement. Il est clair que nous sommes maintenant à un tournant dans l'élaboration de nos futures conditions de travail et que seule une représentation du personnel forte peut compenser la faiblesse affichée par les instances de la Commission. »

« Yes, the silence of HR is deafening and they should also be forced to include some pertinent, measurable questions in their next pulse survey. I would like to see perhaps more concrete info here, what exactly happened/is going on?

I have the feeling that most of our younger colleagues cannot (yet) imagine what COM is capable of inflicting on its staff....“que la Commission a choisi de céder une fois de plus aux pressions du Conseil «

If working from home is imposed, COM must also respect its obligation to provide an ergonomic work place. Example: I have an electric height-adjustable desk at the office, “approved” by Medical Service (after years of improvisation on my part) but there is no offer from COM to contribute financially to purchasing one for the home office. Also, such desks are non-existent in open plan offices (LOI 15, own experience). If hot desking is imposed, COM must first buy adequate office furniture to ensure every single work space meets all requirements. This should significantly reduce the cost/benefit of this measure to begin with. Kind regards “

« Bonjour, Tout à fait d'accord avec votre démarche pour le 6 mai, surtout suite aux les trois dernières enquêtes pulse survey sur l'avenir et la mise en place du bâtiment The One qui fait craindre le pire dans l'approche de la Commission pour les conditions de travail de tous les collègues... »

« Je trouve ça très bien dit...ça peut allumer la mèche je crois ☐ »

« Tout à fait d'accord avec la démarche entreprise le 6 mai. Depuis le début la façon dont la HR profite de la situation exceptionnelle à laquelle nous faisons face, pour déstructurer irrémédiablement, et à notre détriment, notre environnement de travail me choque profondément. Alors que l'ensemble du personnel, à ce qu'il me semble, gère le plus efficacement possible et sans se plaindre outre mesure, une organisation de travail difficile que ce soit pour les collègues avec enfants qui doivent gérer, en plus, l'école à la maison ou pour les personnes qui vivent seules et, respectant les règles « Covid », affrontent un isolement mentalement très dur à vivre, pendant ce temps-là donc, la HR nous prépare un retour à la « vie d'après » dont nous allons nous souvenir. Clairement, pendant que nous regardons ailleurs, sans la communication informelle efficace que donne la vie de bureau, la HR prépare de mauvais coups. On pouvait imaginer meilleure façon de remercier le personnel pour son adaptation à un bouleversement majeur de ses conditions de travail.

Cela dit, je crois qu'il y a également une part de responsabilité du personnel ou à tout le moins un aveuglement. Il ne faut pas avoir fait grandes études pour comprendre que les enquêtes sur nos souhaits concernant le télétravail n'ont pas pour but notre épanouissement. Plutôt que de se précipiter tête baissée dans le piège tendu, prendre un peu de recul et réfléchir aux conséquences aurait pu amener des résultats sensiblement différents. Si tout le monde préfère travailler chez soi, effectivement quel est le but de bureaux organisés autour d'une unité ? Si l'on trouve légitime de travailler à partir dans son pays d'origine, hors période Covid, pourquoi payer un fonctionnaire allemand ou suédois et ne pas se tourner, comme pour l'informatique, vers des travailleurs hors Union (les informaticiens indiens sont très compétents. Je suis convaincue que, si l'offre est là, des juristes, par exemple, pourraient très bien se spécialiser en droit des pays de l'Union et « délivrer » à terme un « produit » adéquat pour le « client », puisque l'on en est là. Au début, on pourrait engager deux ou trois personnes au lieu d'une, le temps que l'expérience se fasse, avec encore une belle économie). Cela peut sembler caricatural ou dystopique, mais je crains bien, vu le rythme où les changements s'engagent et le cynisme de certains que nous n'en soyons pas loin.

Que la même hiérarchie d'un côté nous inonde de propos sur notre bien-être, les bienfaits du vélo et de l'exercice en plein air (ce n'est pas ce que j'attends de ma hiérarchie, qui n'est ni mon médecin, ni mon coach, ni ma mère dans mon enfance) et de l'autre prépare un environnement de travail aussi glaçant que le Loi 107 (le tour virtuel vaut la peine) me semble toujours plus inacceptable.

Donc, oui, je me retrouve bien dans cette démarche. »

« Je suis d'accord pour agir le 6! J'ajouterais une phrase « catchy » pour résonner avec les collègues qui, peut-être, ne lisent même pas les email de syndicats. Une suggestion : Est-ce que ça vous semble normal de définir les règles en plein pandémie ? Vous pouvez revisiter la phrase (et ne pas l'utiliser du tout ;-) mais je voudrais qu'ils comprennent que ce n'est pas normal définir notre futur en plein crise sanitaire.... Merci pour votre travail, »

« Merci de nous consulter sur ce texte de présentation de l'action du 6 mai, dans lequel je me retrouve. Je pense aussi que les nouvelles conditions de travail qui sont en train de se dessiner – alors que l'ensemble du personnel est à la maison – vont profondément changer notre façon de travailler et qu'il faut en effet réagir. Les pseudos consultations - telles celles qui sont organisées à la DG ENV en vue de notre déménagement très proche – dont aucun résultat ne sera tenu en compte car tout est quasiment bouclé d'avance ne changeront rien à l'affaire. »

« La chaise m'a inspiré... Voici une proposition pour la mise en page »



« Chers collègues, Merci pour la lettre de réaction à l'insupportable affront dont s'est rendu coupable le Président turc vis-à-vis de l'Europe, et dont je partage les termes.

D'autres syndicats ont aussi réagi avec fermeté, et les réactions indignées ne manquent pas dans les media.

Lorsqu'en 2004 ont été ouvertes les négociations d'adhésion avec la Turquie, j'avais eu l'occasion de m'ouvrir avec des collègues travaillant pour les Institutions du non-sens que cela représentait ; si on regarde aujourd'hui, à la lumière de ce qui s'est passé en Turquie depuis 17 ans, les textes officiels européens de l'époque, on mesure leur aveuglement.

Les événements des derniers mois en Méditerranée nous ont conduit à la limite d'un conflit armé avec la Turquie. Par ailleurs sa politique dans le Caucase (conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie), sa politique en Syrie, ont amplement démontré à la fois

- des ambitions expansionnistes au service d'une idéologie politico-religieuse,
- son manque de respect pour le droit international
- son mépris pour l'Europe, sa civilisation et ses valeurs.

Dès lors, plusieurs questions se posent à mon sens, en partant de la première réaction émotionnelle :

- Est-il légitime de laisser Charles Michel poursuivre ses fonctions, alors qu'il a démontré son incapacité à réagir en homme d'Etat responsable à cette humiliation au niveau politique vis-à-vis de la Turquie, et son incapacité d'homme à réagir vis-à-vis de la Présidente de la Commission et à lui apporter son soutien ?
- Peut-on accorder la moindre confiance à la capacité de l'Union européenne à conduire une politique étrangère commune ?
- Et enfin est-il légitime de poursuivre avec la Turquie des négociations d'adhésion alors même que ce pays et ses dirigeants ne cessent de menacer l'Europe ?

Cette situation choquante ne manquera pas de poser la question de la confiance que les Européens en général, mais aussi les agents des Institutions en particulier, peuvent avoir dans l'Union. On le sait, cette confiance s'est largement érodée dans l'opinion publique depuis de nombreuses années, même dans des Etats traditionnellement très favorables à l'Europe. Il appartient maintenant aux Institutions de montrer qu'elles sont capables de faire face.

Les syndicats, représentant le personnel, peuvent agir. L'un d'entre eux a appelé ce matin Charles Michel à démissionner. Pourquoi ne pas lancer une pétition demandant à la fois une prise de position énergique face à la Turquie, et le départ du Président du Conseil ? Bien à vous, Bonne journée »

« Merci pour cette initiative. Une telle soumission et un tel bafouement de nos valeurs sont révoltants.

Une pétition existe: http://www.millennia2025-foundation.org/2021-04-08_Lettre_President-Conseil-europeen.html?fbclid=IwAR38VKj53uc8eNd81ye8vjUAZGB7UPWNy5MvdmrXsh0idMN62ihGohiRax0. Bien à vous, »

« Je partage entièrement le contenu de ce message, à diffuser le plus largement possible : Le jeudi 8 avril 2021, 15:12:27 UTC+2, REP-PERS-OSP-U4U@ec.europa.eu <rep-pers-osp-u4u@ec.europa.eu> a écrit : « La triple humiliation de l'Union européenne par Erdogan »

« D'accord avec vous. Je suis furieuse, jamais je n'aurais laissé passer ça et j'aurais réagi sur le champs en tant que femme et comme Présidente de la Commission.

Comportement de Michel inexcusable, céder de cette manière à Erdogan... Ca va se retourner contre nous. »

« Bonjour, En tant que fonctionnaire à la retraite, je suis particulièrement heureuse et soulagée de lire votre message. En effet c'est une insulte, un manque total d'éducation de savoir vivre et l'ignorance de toute marque de galanterie. Venant du président Turc c'est un incident diplomatique, mais l'acceptation de facto de cet acte par le président du Conseil est

inqualifiable. Honte à vous Mr Michel d'avoir non seulement toléré mais aussi cédé à cette manifestation publique de dédain vis à vis de la femme et vis-à-vis de la Commission. Merci”

« Chers (ex) collègues, Il y a beaucoup de matière à réflexion autour de cette visite officielle en Turquie:

1) Il faudrait veiller à ce qu'une quatrième humiliation ne vienne pas s'ajouter aux trois autres, cad que ce dictateur arrive à diviser les hautes instances de nos institutions européennes. Il semblerait que c'est un danger bien réel.

Cela ne veut pas dire qu'il faut laisser passer, au contraire. Il faut une réaction forte vers l'extérieur, cad contre celui qui a mis en scène ce camouflet honteux, mais, de grâce, lavons notre linge sale interne derrière des portes closes, mais lavons le bien!!

2) Était-ce vraiment judicieux en ce moment de donner cette satisfaction diplomatique et cette tribune médiatique à un dictateur qui traite l'UE, l'Otan et surtout la Grèce avec tant de mépris et de provocation ? Quand les choses ne sont pas justes au fond, cela produit des injustices. A méditer !

Je vous remercie beaucoup pour votre initiative et votre engagement. Cordialement, “